

Conférence régionale sur l'éducation à la santé de la reproduction en Afrique de l'Ouest et du Centre

Accélérer la mise en œuvre de l'éducation sur le VIH, les grossesses chez les adolescentes et les violences basées sur le genre

NOTE CONCEPTUELLE

CONTEXTE

L'Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC) est la région où la proportion d'enfants et de jeunes est la plus élevée au monde (UNFPA, 2014 ; UNICEF, 2014). En simultané les grossesses précoces, les violences basées sur le genre, et le VIH font obstacle à la croissance et au développement de leur potentiel, y compris en matière d'accès à l'éducation et de réussite scolaire. L'AOC est d'ailleurs la région où les taux nets de scolarisation dans le primaire (72%) et le secondaire (33%) sont les plus bas, avec des indices de parité des sexes les moins élevés (0.89 pour le primaire et 0.81 pour le secondaire).

A l'étape de l'adolescence les jeunes deviennent particulièrement vulnérables à certains risques, comme le VIH, les grossesses précoces et les pratiques néfastes. Malgré les progrès enregistrés, avec 128 naissances pour 1000 femmes de 15 à 19 ans, l'AOC a le plus fort taux de grossesses chez les adolescentes. Le mariage précoce et les mutilations génitales féminines ont décliné mais restent à des niveaux inacceptables : plus de 4 jeunes femmes sur 10 ont été mariées avant d'avoir 18 ans, et 17% des filles de 0 à 14 ans ont subi une mutilation génitale ou une excision. Quant à la réponse au VIH, les adolescents constituent le seul groupe où les décès dus au SIDA continuent d'augmenter. En matière de connaissances, seulement 33% des hommes et 22% des femmes du même âge ont des connaissances complètes sur la prévention du VIH¹. Les adolescentes et les jeunes femmes représentent le groupe le plus à risque d'exposition au VIH en Afrique sub-saharienne (UNAIDS, 2014), montrant qu'elles ne disposent pas des moyens ou des connaissances nécessaires pour protéger leur santé et leur vie dans un contexte d'inégalités de genre.

Face à cette réalité, des programmes d'éducation à l'efficacité éprouvée peuvent être mis en place pour promouvoir des comportements sains et faire face aux risques. L'accès à des informations et à des services de santé appropriés est essentiel pour permettre aux jeunes des deux sexes d'être en bonne santé et de poursuivre leur scolarité sans entraves. Pourtant une éducation à la santé de la reproduction (ESR)² de qualité et adaptée à l'âge reste inaccessible pour la plupart d'entre eux (United Nations Commission on Population and Development, 2014; UNESCO, 2014).

En dépit de son efficacité éprouvée l'ESR est encore mal connue et mal comprise. Dans l'ensemble les programmes souffrent de limitations importantes : les contenus atteignent souvent les élèves en fin d'adolescence, alors qu'ils ont déjà initié leur vie sexuelle ; les principaux messages ne reflètent pas la réalité qu'ils vivent, et les programmes mettent plus l'accent sur la biologie de la sexualité et de la reproduction et que sur les aspects sociaux

² Souvent dénommée « éducation sexuelle » ou « éducation sexuelle complète » par le Système des Nations Unies ou la société civile. En raison des malentendus que ces termes provoquent souvent en AOC les termes « éducation à la santé de la reproduction », choisis par les ministres de l'éducation à la conférence de Kigali (février 2015), sont utilisés dans cette note.













¹ Connaissances complètes sur la prévention du VIH : connaissances exactes sur les moyens de prévenir le risque de transmission sexuelle du VIH et rejet des principales idées fausses concernant la transmission du virus (UNAIDS, 2011)

(e.g., relations interpersonnelles) ou les pratiques (e.g., les compétences pour se procurer et utiliser correctement des contraceptifs). De plus, il est nécessaire de renforcer les passerelles entre l'ESR et les services de soin et de soutien adaptés aux jeunes.

On observe également une grande difficulté à admettre la sexualité des adolescents, et ce malgré les chiffres³. Quand celle-ci est reconnue, elle est surtout vue comme un problème, tout comme l'éducation sexuelle que l'on regarde avec suspicion, indépendamment de ses effets sur la réduction du nombre de partenaires, de la fréquence des rapports sexuels ou des comportements à risque.

JUSTIFICATION

Malgré les difficultés des pays de la région s'attaquent aux barrières afin de mettre en place des programmes de qualité et à grande échelle. Leur succès s'explique par un leadership gouvernemental fort, des partenariats entre le gouvernement, la société civile, les Nations Unies et des experts, des ressources adéquates, et une détermination commune pour parcourir le long chemin aboutissant à des changements positifs dans la vie des jeunes. Naturellement, ces programmes doivent faire face à des limitations et des défis, mais ils montrent qu'en combinant engagement, expertise, efforts et ressources il est possible d'améliorer les programmes d'ESR dans tous les pays de la région.

Plusieurs revues de littérature montrent que l'ESR de qualité provoque un recul de l'âge des premiers rapports sexuels, une réduction du nombre de partenaires et une augmentation de l'utilisation du préservatif. En aucun cas l'ESR ne contribue à l'augmentation de l'activité sexuelle. Le temps est donc venu de promouvoir une meilleure connaissance de l'ESR, de ses effets, et de son niveau de mise en œuvre en AOC afin de tracer avec les responsables concernés la route conduisant à une meilleure santé sexuelle et reproductive des jeunes, à un milieu scolaire sain et sûr et, par cette voie, à une éducation inclusive et à l'achèvement scolaire pour tous. L'éducation et la santé étant les deux piliers du dividende démographique, les pays d'AOC seront mieux placés sur la voie du développement économique.

A cette fin une conférence est organisée par l'UNESCO en collaboration avec ONUSIDA, UNFPA, UNICEF, ONU Femmes et Evidence to Action, du 07 au 09 octobre 2015 à Dakar, et réunira les représentants des ministères en charge de l'Education et de la Santé, ainsi que de la Jeunesse ou du Genre de 24 pays⁴, les communautés économiques régionales, la société civile, les agences des Nations Unies et d'autres partenaires techniques et financiers.

La conférence apportera une meilleure vision de ce que l'on entend par ESR aujourd'hui, notamment en lien avec la réponse aux grossesses précoces, au VIH, et aux violences basées sur le genre en milieu scolaire et en dehors des écoles. La conférence fera également l'état des lieux en AOC, en présentant les résultats d'études sur les besoins des jeunes en matière d'ESR et d'évaluations de la réponse apportée par l'éducation. Ces présentations porteront notamment sur les éléments suivants.

Pour les besoins des jeunes

 Les besoins en informations et services, recueillis par des études portant sur l'utilisation de services d'information par téléphone et par SMS, notamment deux études conduites avec le réseau des services d'assistance téléphonique Sida Info Service (SIS), OneWorld

³ La majorité des jeunes femmes ont des rapports sexuels avant l'âge de 18 ans dans plus de 7 pays de l'AOC sur 10 (DHS 2008 à 2014).

⁴ Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Tchad, Togo

UK, Oxfam Novib et le Réseau Africain pour l'Education, la Santé et la Citoyenneté (RAES).

Pour la réponse

- Les points forts et les lacunes de l'ESR en milieu scolaire dans la région, basés sur les analyses menées dans 15 pays avec l'Outil de Revue et Analyse de l'Education Sexuelle (SERAT)
- Le rôle des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans la formation des enseignants sur d'ESR, se basant sur l'évaluation du programme de formation par les TIC à (DVD et programmes radiophoniques) des enseignants dans 6 pays de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC)
- L'approche de l'ESR par les ONG, avec l'IPPF et d'autres ONG œuvrant pour la promotion de la santé sexuelle et de la reproduction

Par ailleurs, la conférence servira également à présenter les indicateurs de base qui, dans les prochaines années, permettront d'améliorer le suivi et l'évaluation des programmes d'ESR au niveau national et régional.

En se basant sur les données présentées, et sur les défis et leçons provenant d'autres régions, les participants réfléchiront à des stratégies adaptées au contexte régional pour accélérer la mise en œuvre d'une ERS de qualité dans le cadre d'une dynamique régionale.

OBJECTIF PRINCIPAL

S'appuyant sur les acquis enregistrés dans la région, les ministères de l'éducation et de la santé en AOC définissent les étapes pour accélérer la mise en œuvre de programmes d'éducation à la santé de la reproduction afin de renforcer la réponse aux VIH, aux grossesses précoces et aux violences de genre, et de contribuer à la réussite scolaire des jeunes.

OBJECTIFS SPECIFIQUES

- Une meilleure compréhension, de la part des cadres supérieurs des ministères en charge de l'éducation et de la santé, de l'ESR, de ses effets et de ses liens avec l'accès à l'éducation, l'achèvement scolaire, et le dividende démographique
- Une meilleure connaissance sur les besoins des jeunes en matière d'ESR et de santé sexuelle et reproductive, et sur la réponse apportée par le secteur de l'éducation en AOC
- Une meilleure compréhension des défis interférant avec le développement de programmes pour faire face aux grossesses chez les adolescentes, aux VBG et au VIH parmi les jeunes, et des solutions pour y répondre
- L'identification d'activités s'inspirant des bonnes pratiques, associées d'indicateurs de suivi, pour améliorer l'ESR et faciliter l'accès à des services de santé et de soutien adaptés aux jeunes dans les pays de l'AOC

PRODUITS ET RESULTATS ATTENDUS

A court terme, il est attendu que la conférence aboutisse sur l'ébauche de feuille de route qui catalysent les efforts des gouvernements à la mise en œuvre d'une ESR de qualité dans le cadre d'une dynamique régionale.

A moyen terme, il est attendu que la conférence contribue à un engagement des gouvernements et des partenaires pour la promotion de la SSR des jeunes en AOC, en particulier par le renforcement et l'accélération de la réponse apportée par le secteur de l'éducation.

DATES ET LIEU

07-09 octobre 2015 à Dakar